

GROUPE FRONT DE GAUCHE ET CITOYENS
(PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - GAUCHE CITOYENNE)

Pour un Département féministe !



CD92/Jean-Luc Doumaire

Laureen Genthon
Conseillère départementale
de Nanterre

Chaque année, autour du 8 mars, nous célébrons les conquêtes des féministes et des associations qui ont lutté pour faire avancer les droits des femmes. Du droit de vote au droit à disposer d'un compte en banque, en passant par le droit à l'avortement, les femmes se sont toujours battues pour leurs droits. Des avancées significatives ont eu lieu au

cours de ces dernières années, mais nous sommes encore loin, bien loin, de répondre aux exigences de liberté et d'égalité que les femmes expriment aux quatre coins du pays et du monde. Et notre Département a les compétences pour agir en ce sens, notamment en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants. En effet, une femme meurt tous

les trois jours sous les coups de son conjoint. Pour sortir de ces souffrances, les femmes font preuve d'un courage héroïque car c'est un véritable parcours du combattant pour celles qui dénoncent les coupables. Elles surmontent la violence, la peur, les obstacles administratifs, le risque de tout perdre. Les collectivités territoriales, les services publics, l'État doivent être à leurs côtés pour les soutenir, pour faciliter leur démarche, pour sanctionner leurs agresseurs et pour, demain, construire un monde sans violences, sans injustices, sans abus.

Or, le budget dédié au plan de lutte contre ces violences a été diminué de 11 % ! Les associations féministes voient leurs subventions diminuées ou supprimées. Nous pensons, au contraire, qu'il faut

mettre les moyens nécessaires pour en finir avec ce fléau. Depuis plusieurs années, nous proposons de mettre en place un observatoire des violences envers les femmes. C'est un outil essentiel, permettant de connaître les situations de violence et donc d'intervenir, de sauver des vies, de mettre fin à des calvaires. Les voix sont nombreuses pour remettre cette exigence à plus tard...

Comme si les moyens financiers n'existaient pas, alors que le Département du 92 est excédentaire chaque année. Comme si chaque semaine qui passe sans les structures adéquates ne signait pas une nouvelle condamnation contre ces femmes. Comme le disait Lénine, « *Là où il y a une volonté, il y a un chemin* ». Veut-on vraiment en finir avec les violences faites aux femmes dans le 92 ? ●